

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1927.

Projet de loi

**approuvant les Conventions entre la Belgique et le Portugal
signées à Saint-Paul de Loanda.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement Belge et le Gouvernement Portugais ont signé à Saint-Paul-de-Loanda, en juillet dernier, quatre conventions.

On peut se demander si ces conventions sont toutes soumises aux prescrits des alinéas 2 et 3 de l'article 68 de la Constitution, appliqué à la Colonie par l'article 27 de la loi coloniale, et doivent être déférées au Parlement.

Tout en faisant ses réserves sur la solution de ce problème juridique, le Gouvernement croit pouvoir saisir de l'ensemble des accords les Chambres belges qui ne verront, sans doute, aucune objection à les comprendre tous les quatre dans leur approbation.

En effet, les quatre conventions de Saint-Paul-de-Loanda forment un ensemble et constituent une seule et même manifestation de la politique d'entente cordiale et de solidarité que le Gouvernement Belge et le Gouvernement Portugais entendent, plus que jamais, pratiquer sur le terrain colonial, où les deux pays ont tant d'intérêts communs. La nouvelle impulsion donnée à cette politique, qui n'est assurément pas d'hier, remonte aux négociations poursuivies à Lisbonne en décembre dernier et à l'accord de principe signé dans cette ville le 10 décembre 1926.

Trois des Conventions en question ne font même que fixer les modes de réalisation et d'exécution de cet accord.

La première Convention établit une série de dispositions destinées à permettre aux deux Gouvernements de poursuivre dans leurs colonies contiguës, une politique commune en matière sanitaire, en vue principalement d'empêcher la transmission d'un territoire à l'autre de maladies contagieuses.

La deuxième Convention règle quatre questions :

- a) l'établissement d'un programme commun de construction de routes dans les régions limitrophes du Congo et de l'Angola ;
- b) la répression de la contrebande des armes à feu ;
- c) les conditions de la construction éventuelle d'un barrage sur la rivière M'Pozo en territoire belge, barrage qui aurait pour conséquence de noyer en territoire portugais une partie de la rive de cette rivière ;

d) le régime douanier en certains endroits de frontières communes.

Ce régime prévoit l'établissement de postes douaniers et la suppression de part et d'autre de droits d'entrée sur les vivres qui constituent la nourriture habituelle des populations indigènes et sur le bétail, sous la double condition que les vivres et le bétail soient originaires des possessions belges et portugaises et qu'ils soient introduits directement d'une colonie dans l'autre.

La troisième convention règle le trafic du Katanga par le chemin de fer du Benguela et le port de Lobito Bay (Angola portugais).

La liberté du transit et le régime national au point de vue des tarifs ferroviaires et des taxes de port, sont accordés au trafic belge du Katanga.

Des tarifs combinés entre les chemins de fer belges et portugais pourront être établis. Les avantages quelconques qui seraient accordés par le chemin de fer à un service de navigation portugais desservant le port de Lobito, seront étendus de plein droit aux services de navigation belges. L'Etat Belge aura la faculté de faire circuler sur le chemin de fer du Benguela, aux conditions fixées d'un commun accord, les wagons belges pour le transport des marchandises entre le Congo Belge et la mer. L'Etat Portugais aura, aux mêmes conditions, la faculté de faire voyager les wagons portugais sur la ligne belge.

Les formalités douanières en ce qui concerne les marchandises en transit du ou vers le Katanga, seront autant que possible simplifiées.

Le transit des marchandises ne sera pas soumis, de la part de la douane portugaise, à des consignations, cautions ou autres garanties pécuniaires.

Le Gouvernement portugais s'engage à outiller le port de Lobito de manière à le mettre à même de satisfaire aux besoins du trafic national et international.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage à terminer dans un délai de cinq années, qui commencera à courir du jour où le chemin de fer du Benguela atteindra la frontière du Congo belge, le raccordement de ce chemin de fer en territoire congolais avec le réseau du chemin de fer du Katanga.

Par la quatrième convention, le Gouvernement portugais cède au Gouvernement belge un territoire d'environ trois kilomètres carrés, situé non loin de Matadi, au sud du massif du Palabala. De son côté, le Gouvernement belge cède au Portugal la région connue sous le nom de la « boucle de Dilolo » et située à l'extrême sud-ouest du Congo belge entre le Kasai, le Luakano et la Luao.

Les avantages qui résultent pour notre pays de cet échange sont importants. Le tracé de la nouvelle ligne unissant Matadi à Léopoldville, évitant la région très accidentée du Palabala, s'élèvera, par pentes douces, le long de la vallée de la Duizi. Cette solution permet non seulement de faire l'économie de tunnels fort coûteux, mais elle avance d'une année l'époque de l'achèvement des travaux et permettra l'exploitation du chemin de fer dans des conditions plus favorables.

L'attention de la législature doit être attirée sur ces deux dernières Conventions ; elles marquent, de la part du Gouvernement, la volonté de ne laisser passer aucune occasion de corriger par des accords internationaux les déféctuosités de la situation géographique du Congo. Il importe pour la prospérité de la colonie que la seule voie de communication directe qu'elle possède sur l'Océan soit exploitable dans des conditions aussi peu onéreuses que possible — un bon chemin de fer reliant le Haut et le Bas Congo navigables réfléchit sur l'économie générale de la colonie. D'autre part, il faut que les différentes régions qui ne sont pas dans l'hinterland de l'Océan Atlantique puissent communiquer avec les mers dont elles sont tributaires, avec le minimum d'entraves. La Convention signée le 9 mai 1906 par l'Etat Indépendant du Congo avec l'Angleterre, était déjà une première réali-

sation de cette politique. Elle réglait le trafic du Congo par le Nil. La Convention du 15 mars 1921 en était une nouvelle, plus importante et plus précise encore, puisqu'elle assurait au trafic de toute la partie de la colonie, qui penche, pourrait-on dire, vers l'Océan Indien, le régime le plus libéral que le droit international connaisse. La Convention au sujet du port de Lobito-Bay et du chemin de fer du Benguela donne au trafic de la région industrielle du Katanga, sur une de ses voies de pénétration, un régime inspiré des mêmes principes.

L'échange des territoires, réalisé par la convention du 22 juillet, peut paraître disproportionné, si on ne considère que leur superficie respective, sans tenir compte de la valeur que présente pour la Belgique, en vue de l'établissement de la voie ferrée Matadi-Léopoldville, la parcelle de territoire cédée par le Portugal.

Pour apprécier le véritable caractère de cet échange il ne faut pas perdre de vue, indépendamment des importantes raisons de politique générale qui viennent d'être exposées, que le Portugal est, en principe, absolument hostile à l'aliénation de quelque parcelle de son territoire colonial, et qu'il n'a pu se décider à accorder à notre pays les trois kilomètres carrés nécessaires à la construction d'une bonne voie ferrée Matadi-Léopoldville qu'à un prix tel que sa valeur ne pût raisonnablement être contestée par aucun des nationaux portugais.

En vertu du traité du 23 décembre 1908, l'échange de territoires en question était soumis au droit de préférence de la France. Interrogé sur le point de savoir s'il entendait, dans l'espèce, exercer ce droit, le Gouvernement Français a répondu par la négative. Mais il a demandé que le droit de préférence de la France soit reporté sur le nouveau territoire qui sera incorporé à la colonie.

Sous réserve de l'approbation des Chambres législatives, le gouvernement a accédé à ce désir.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Colonies,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

CONVENTION.

LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL

Animés du même désir de prémunir leurs colonies du Congo belge et de l'Angola contre les maladies épidémiques et contagieuses;

Tenant compte des dispositions de la Convention Sanitaire Internationale signée à Paris le 17 janvier 1912, et spécialement de ses articles 6, 41, 52 et 53;

Considérant les vœux exprimés par le Premier Congrès de Médecine Tropicale tenu à Saint-Paul de Loanda en 1923, ainsi que les conclusions de la Conférence Internationale réunie à Londres en 1925 en vue des mesures à prendre pour combattre la maladie du sommeil;

Tout en maintenant la Convention du 3 septembre 1923 pour la défense de la frontière fluviale;

Ont décidé de conclure une nouvelle convention et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. MARJIN RUTTEN, Gouverneur Général du Congo belge.

M. FÉLICIEN CATTIER, Vice-Président du Conseil d'Administration de la Banque d'Outremer, Professeur honoraire à l'Université de Bruxelles;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. ANTONIO VICENTE FERREIRA, Haut-Commissaire de la République et Gouverneur Général dans la Province de Angola, et

M. ERNÉSTO JULIO DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Amiral, Directeur Général du Ministère des Colonies;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

ARTICLE PREMIER.

Les maladies transmissibles auxquelles s'applique cette convention se divisent en quatre classes :

a) Maladies pestilentielles : peste, choléra, fièvre jaune et variole; et maladies épidémiques et très dangereuses, c'est-à-dire, d'allure rapide et de mortalité très élevée : dysenterie bacillaire, typhus exanthématique, typhus récurrent (à spirochète d'Obermeyer), et méningite cérébro-spinale;

b) Maladies épidémiques très contagieuses, à allure rapide, mais causant généralement peu de mortalité : varicelle et varioloïdes, grippe, pneumococcies, rougeole, fièvre typhoïde, amibiase;

c) Maladies contagieuses de faible expansion, formant des foyers circonscrits à éradication aisée : érysipèle, septicémie puerpérale, charbon, morve, rage, diphtérie, oreillons, trachome, poliomyélite antérieure aiguë;

d) Maladies transmissibles à allure généralement lente : tuberculose, lèpre,

maladie du sommeil, fièvre récurrente (fièvre à tiques produite par le spirochète de Dutton).

ARTICLE 2.

Si, au cours d'une épidémie causée par quelque maladie du groupe *b*), il se constate une mortalité inusitée et l'accroissement du pouvoir infectieux du virus, les dispositions édictées pour les maladies du groupe *a*) lui seront applicables.

ARTICLE 3.

Les Administrations des deux Colonies peuvent d'un commun accord modifier la classification des maladies transmissibles établie à l'article premier, en supprimer des maladies, les changer de groupe et, le cas échéant, en ajouter d'autres non prévues dans la présente Convention.

ARTICLE 4.

Les Administrations du Congo Belge et de l'Angola échangeront entre elles, par l'intermédiaire de leurs services médicaux, des informations mensuelles au sujet de la manifestation et du développement, sur leurs territoires respectifs, de toutes les maladies prévues à l'article premier. Ces informations mentionneront autant que possible le nombre des cas, l'extension du fléau et sa tendance à augmenter ou à diminuer d'intensité.

Si les informations ont rapport à quelque maladie transmissible comprise dans le groupe *a*) indiqué à l'article premier ou ayant pris le caractère dangereux prévu à l'article 2, elles seront envoyées hebdomadairement par télégramme et mentionneront, outre le nombre des cas, celui des décès, et les localités où ils ont eu lieu. Si les informations ont rapport à la peste, il sera fait mention, le cas échéant de l'existence de l'épizootie chez les rongeurs, du pourcentage de l'infection chez les animaux capturés et du degré de leur mortalité.

ARTICLE 5.

Indépendamment des informations indiquées dans l'article précédent, le Gouvernement du pays infecté fera la notification de contamination prévue à la Section I du Chapitre I de la Convention sanitaire internationale de Paris de 1912.

ARTICLE 6.

Chacune des deux administrations facilitera à l'autre l'envoi de missions médicales dans la région de son territoire où sévirait une épidémie dangereuse. Ces missions pourront se renseigner sur les mesures prises et étudier d'accord avec les autorités sanitaires de la Colonie infectée, les mesures à prendre en commun pour la défense du pays indemne.

ARTICLE 7.

Les deux Gouvernements réuniront, tantôt en territoire belge, tantôt en territoire portugais, des conférences d'hygiénistes en vue d'améliorer le système de défense des deux Colonies et de mettre les médecins à même de collaborer plus étroitement dans ce but.

Dans l'intervalle des sessions, les médecins des régions de la frontière

s'adresseront toutes communications utiles, et, le cas échéant, se rencontreront toutes les fois que des échanges de vues leur paraîtront nécessaires.

ARTICLE 8.

Les deux Gouvernements compléteront aussitôt que possible le réseau des postes d'observation et des postes sanitaires de chaque côté de la frontière. Ces postes seront placés de préférence auprès des routes utilisées par les indigènes, de telle sorte que ceux-ci ne puissent passer de l'une à l'autre Colonie sans être examinés par l'autorité sanitaire et n'aient pas à faire un détour trop long pour se présenter à cette autorité.

ARTICLE 9.

Aucun indigène ne sera autorisé à traverser la frontière belgo-portugaise à moins qu'il ne soit muni d'un passeport ou livret portant, outre des indications permettant de contrôler son identité, la déclaration qu'il n'est atteint d'aucune des maladies mentionnées à l'article premier, ou qu'il se trouve dans telle des circonstances prévues à l'article 2 qui permettent un séjour de courte durée.

Le passeport ou livret sera établi par l'autorité sanitaire de la dernière résidence du bénéficiaire dans le pays d'origine, et sera visé, dans le pays de destination, à l'entrée et au départ de l'émigrant. Le passeport ou livret devra être visé par l'autorité sanitaire du pays d'origine à tout nouveau départ du bénéficiaire, à moins que le nouveau voyage ne s'accomplisse dans les trois mois qui suivront le jour du visa antérieur.

ARTICLE 10.

Le passage de l'une à l'autre Colonie sera interdit ;

a) A toute personne atteinte de l'une des maladies relevant des groupes a), b) et c) mentionnées à l'article premier ;

b) Aux malades présumés souffrir de tuberculose ouverte, de lèpre tuberculeuse ou mixte, et aux trypanosomés qui n'ont pas été traités ou chez qui l'examen a décélé la présence de parasites dans le sang périphérique ;

c) A tous les individus provenant d'une zone officiellement dénoncée comme étant contaminée de l'une des maladies appartenant au groupe a) prévu par l'article premier, ou au groupe b) dans les conditions déterminées à l'article 2, à moins que l'autorité sanitaire du pays de destination ne juge suffisant de les soumettre à un régime de quarantaine.

ARTICLE 11.

Les porteurs d'une lésion tuberculeuse fermée, les personnes atteintes de lèpre nerveuse, les trypanosomés dont le sang a été récemment blanchi, peuvent être admis dans le pays où ils désirent pénétrer, mais seulement pour une période de peu de durée à déterminer par l'autorité médicale de ce pays.

ARTICLE 12.

Lorsque des indigènes d'une des Parties Contractantes auront été trouvés infectés de maladies contagieuses sur le territoire de l'autre partie, les autorités médicales qui auront diagnostiqué ces maladies s'efforceront, dans la mesure du

possible, lors du rapatriement, de les remettre entre les mains d'un représentant des autorités médicales de l'autre pays.

Si cela est impossible, les autorités médicales du premier pays transmettront à celles du second tous les renseignements qu'elles pourront recueillir au sujet de l'identité et de la résidence des malades.

ARTICLE 13.

Les deux Gouvernements chargeront leurs services médicaux d'apporter tous leurs soins, dans la région frontière des deux territoires :

- a) A la vaccination anti-variolique ;
- b) Au traitement curatif et prophylactique de la maladie du sommeil ;
- c) Aux mesures d'assainissement destinées à supprimer les insectes des espèces glossinique et anophéline et les autres insectes dangereux ;
- d) Au recensement et à l'isolement des lépreux ;
- e) A toutes autres mesures de nature à éviter l'infection du territoire indemne.

Les deux Administrations s'entendront pour organiser simultanément, dans une même région séparée par la frontière commune, des missions médicales et y prendre des mesures concordantes de nature à combattre efficacement la maladie du sommeil.

ARTICLE 14.

Les Administrations des deux Colonies se transmettront, au mois d'août de chaque année, les cartes, tableau et exposés suivants relatifs aux régions de leur frontière commune :

- a) Une carte de répartition de la maladie du sommeil avec indication de la fréquence dans les diverses zones ;
- b) Une carte montrant, avec indication du degré d'intensité, les zones infestées de mouches tsé-tsé ;
- c) Un tableau statistique indiquant par zone le nombre approximatif des malades et leur proportion par rapport aux populations ;
- d) Un rapport sur les migrations des indigènes et toutes autres circonstances de nature à favoriser la transmission de la maladie ;
- e) Une note exposant les mesures administratives et autres prises pour combattre la maladie du sommeil et toutes maladies prévues par la présente convention, ainsi que les résultats de ces mesures.

ARTICLE 15.

Les deux Gouvernements feront étudier simultanément par leurs services médicaux la question de la lutte contre les maladies vénériennes, y compris la syphilis, la blennorrhagie, le chancre mou, le granulome vénérien. de façon à coordonner les mesures destinées à les combattre.

ARTICLE 16.

Toutes les contestations entre parties dérivées de l'interprétation de cette Convention seront résolues par voie d'arbitrage.

ARTICLE 17.

La présente Convention sera ratifiée, et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires Étrangères, à Lisbonne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Fait à Saint-Paul de Loanda, le 19 juillet 1927, en quatre exemplaires dont deux seront remis à chaque État signataire.

CONVENTION.

LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL

Désirant fixer les modes de réalisation et d'exécution de divers principes déterminés d'un commun accord par leurs délégués, réunis à Lisbonne le 10 décembre 1926, et au sujet desquels les deux Puissances ont antérieurement marqué leur assentiment,

Ont décidé de conclure une Convention et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Martin RUTTEN, Gouverneur Général du Congo belge, et
M. Félicien CARTIER, Vice-Président du Conseil d'Administration de la Banque d'Outremer, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. ANTÓNIO VICENTE FERREIRA, Haut-Commissaire de la République et Gouverneur Général dans la Province de Angola, et
M. ERNESTO JULIO DE CAVALHO E VASCONCELOS, Vice-Amiral, Directeur Général au Ministère des Colonies ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

B

ARTICLE PREMIER.

Construction de routes. — Les Administrations du Congo Belge et de l'Angola raccorderont progressivement leurs réseaux routiers par des embranchements destinés à se souder à la frontière commune.

Par application de ce principe, il est convenu dès à présent, que l'administration du Congo Belge construira sur son territoire trois routes destinées, respectivement, à raccorder :

- 1° Songololo à la route reliant San Salvador à la frontière congolaise ;
- 2° Banana à la route reliant Cabinda à la frontière congolaise ;

3^e Tumba à la route reliant Maquela de Zombo à la frontière congolaise.

Les deux premières routes ci-dessus indiquées seront construites, respectivement, la première, dans les huit mois, et la seconde dans l'année à courir de l'achèvement du nouveau chemin de fer de Matadi à Léopoldville.

Le troisième sera construite dans un délai de dix-huit mois à courir dudit achèvement, à la condition que, dans ce délai, la route en territoire portugais ait atteint la frontière congolaise.

Toutefois, la construction des trois routes ci-dessus sera achevée avant l'expiration des délais prévus, si la main-d'œuvre nécessaire peut être obtenue.

ARTICLE 2.

Barrage de la M'Pozo. — Le Gouvernement portugais donne au Gouvernement belge son consentement à ce que, par suite de la construction d'un barrage à établir sur le cours d'eau en territoire congolais, le niveau de la rivière M'Pozo soit relevé dans la partie de celle-ci située en territoire angolais.

Ce consentement est donné aux conditions suivantes acceptées par les deux Gouvernements :

1. Le concessionnaire de l'utilisation dudit barrage aura l'obligation de tenir à la disposition du Gouvernement portugais, ou des ressortissants désignés par celui-ci en territoire angolais, une quantité d'énergie électrique égale à 15 p. c. de l'énergie totale produite par le barrage.

2. Lorsque la construction du barrage sera imminente, notification en sera donnée par le Gouverneur Général du Congo belge au Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'Angola, qui indiquera la quantité de l'énergie électrique dont il entendra immédiatement disposer dans les limites fixées ci-dessus.

A défaut de l'avoir fait avant le commencement des travaux, le Haut-Commissaire pourra, à toute époque, adresser au Gouverneur Général du Congo Belge la même communication, mais celle-ci n'aura d'effet qu'après un délai de deux ans.

3. L'énergie électrique à fournir au Gouvernement portugais sera prise aux bornes de la centrale. Elle sera transportée à destination par des installations de raccordement qui, en territoire congolais, seront établies aux frais des bénéficiaires, par les soins du concessionnaire de l'utilisation du barrage.

4. Dans les territoires traversés, l'établissement des lignes de transport et les installations destinées à assurer ce transport seront soumis aux dispositions des lois et des règlements locaux.

5. L'énergie électrique en question sera livrée au Gouvernement portugais au prix coûtant. Le prix coûtant comprendra tous les frais de production quelconques et la somme nécessaire à l'amortissement des installations.

Les comptes se régleront périodiquement.

Il est entendu que le Gouvernement portugais ne pourra pas céder le courant en territoire belge, ni le céder en Angola à un prix inférieur à celui que le concessionnaire de l'exploitation du barrage fera à ses propres clients.

ARTICLE 3.

Contrebande des armes à feu et des munitions. — Chacun des deux Gouvernements s'engage à frapper de peines toute exportation d'armes et de munitions

de son territoire colonial dans le territoire colonial de l'autre, faite sans l'autorisation des autorités de la Colonie dans laquelle les armes et les munitions doivent être introduites.

Les deux Gouvernements se renseigneront mutuellement sur les actes de contrebande commis sur leurs territoires respectifs et sur les mesures de répression prises ; ils interdiront aux commerçants coupables de pareilles infractions le séjour à proximité de leurs frontières communes.

A la fin de chaque année, les Gouvernements publieront des statistiques relatives à l'importation des armes à feu et des munitions dans leurs territoires respectifs.

ARTICLE 4.

Régime douanier. — Les deux Gouvernements s'engagent à n'établir aucun droit d'entrée sur les vivres qui constituent la nourriture habituelle des populations indigènes ni sur le bétail, sous la double condition que lesdits vivres et bétail soient originaires de leurs possessions respectives et qu'ils soient introduits directement d'une Colonie dans l'autre.

Tous les dix ans, l'engagement qui précède peut être dénoncé par chacune des parties, moyennant préavis d'un an.

Les deux Gouvernements créeront des postes douaniers aux endroits de leur frontière commune où l'importance du trafic le justifiera.

ARTICLE 5.

Toutes les contestations entre parties dérivées de l'interprétation de cette Convention seront résolues par voie d'arbitrage.

ARTICLE 6.

La présente Convention sera ratifiée, et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires Étrangères à Lisbonne.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à Saint-Paul de Loanda, le 20 juillet 1927, en quatre exemplaires, dont deux seront remis à chaque État signataire.

CONVENTION.

LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL

Tenant compte des intérêts respectifs de leurs colonies du Congo belge et de l'Angola.

Ont décidé de conclure une convention et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Martin RUTTEN, Gouverneur Général du Congo belge, et

M. Félicien CARTIER, Vice-Président du Conseil d'Administration de la Banque d'Outremer, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. ANTONIO VICENTE FERREIRA, Haut-Commissaire de la République et Gouverneur Général dans la Province de l'Angola, et

M. ERNESTO JULIO DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Amiral, Directeur Général au Ministère des Colonies,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

C.

ARTICLE PREMIER.

Dans la présente Convention, l'expression « Congo belge » vise non seulement les territoires du Congo belge à proprement parler, mais également les territoires du Ruanda-Urundi.

L'expression « navire » s'applique à tout navire ou bateau.

ARTICLE 2.

Le Portugal s'engage à accorder la liberté du transit à travers l'Angola, sur le chemin de fer du Benguela, entre le port de Lobito et la frontière des deux colonies, à toutes les personnes, la poste, toutes les marchandises, voitures et wagons venant du ou se dirigeant vers le Congo Belge. Ces personnes, poste, marchandises, voitures et wagons ne seront soumis à aucun droit de transit, ni à des délais ou restrictions inutiles, et ils seront traités, en tout ce qui concerne les tarifs, les facilités en toutes matières sur le même pied que les personnes, la poste, les marchandises, voitures et wagons portugais. Les marchandises en transit seront exemptes de tous droits de douane ou autres droits similaires. Tous tarifs, en ce qui concerne le transport en transit, devront être raisonnables, compte tenu des conditions du trafic, et nulle redevance, facilité ou restriction ne devra dépendre, directement ou indirectement, de la qualité du propriétaire.

Le Gouvernement de la Colonie de l'Angola conserve néanmoins le droit d'établir des impôts de transport sur les marchandises confiées au chemin de fer du Benguela, mais il est convenu que ces impôts, établis au kilomètre, sans distinction de la nature de la marchandise, frapperont de la même manière les marchandises en transit et les marchandises transportées en régime intérieur.

ARTICLE 3.

Les sujets et les biens belges seront, sous tous les rapports, traités sur le pied d'une parfaite égalité sur le chemin de fer du Benguela et au port de Lobito, de telle sorte qu'aucune distinction ne soit faite, au détriment des sujets et des biens belges, entre ces derniers et les sujets et les biens portugais. Il ne sera apporté d'autres entraves à la circulation des personnes et des navires que celles résultant des dispositions relatives à la police, aux douanes, aux prescriptions sanitaires, à l'émigration ou à l'immigration, et à l'importation ou à l'exportation des marchandises prohibées. Ces dispositions, raisonnables et uniformes, ne devront pas entraver inutilement le trafic.

ARTICLE 4.

Aux navires battant pavillon belge qui entreront dans le port de Lobito pour prendre des personnes, la poste ou des marchandises provenant du Congo belge ou pour débarquer des personnes, la poste ou des marchandises destinées au Congo belge, le même traitement sera appliqué qu'aux navires portugais, en ce sens que aucuns droit, taxe ou charge de quelque nature que ce soit ne seront appliqués aux navires battant pavillon belge différents de ceux appliqués ou à appliquer aux navires battant pavillon portugais.

Il est bien entendu que si un navire belge débarque à Lobito ou y embarque des personnes ou des marchandises destinées à l'Angola ou de provenance de l'Angola, ce seul fait donnera au Gouvernement portugais le droit d'appliquer au navire belge, en ce qui concerne les droits, taxes et charges de toute nature le traitement auquel seront soumis les navires étrangers.

ARTICLE 5.

Les voyageurs, la poste et les marchandises en provenance ou à destination du Congo belge bénéficieront de plein droit, sur le chemin de fer du Benguela et dans le port de Lobito, au point de vue des taxes à percevoir (compte tenu de toutes ristournes et primes), des facilités, et, à tous autres égards, du régime le plus favorable appliqué aux voyageurs, à la poste, ainsi qu'aux marchandises de même nature ou de même classe transportés sur ledit chemin de fer et dans ledit port, soit en trafic intérieur, soit à l'importation, à l'exportation ou en transit, dans des conditions semblables de transport.

A la demande de l'État belge ou de l'État portugais, des tarifs combinés pourront être créés entre un point quelconque du Congo belge, d'une part, et le port de Lobito ainsi que les endroits de destination et de provenance d'outre-mer, d'autre part. A cette fin, les administrations belge et portugaise s'efforceront de conclure des ententes en vue de combiner les tarifs de chemin de fer avec les tarifs des services de navigation belges et portugais pouvant desservir ledit port.

Les avantages quelconques qui seraient accordés par le chemin de fer à un service de navigation portugais desservant ledit port seront étendus, de plein droit, aux services de navigation belges.

L'État belge aura la faculté de faire circuler sur le chemin de fer du Benguela, aux conditions fixées d'un commun accord par les administrations des chemins de fer intéressées et approuvées par le Gouvernement Général d'Angola, les wagons belges pour le transport des marchandises entre le Congo belge et la mer. Les caractéristiques auxquelles ces wagons devront répondre seront fixées par la Compagnie du Chemin de Fer du Benguela, la Compagnie du Chemin de Fer Belge étant préalablement consultée. L'État portugais aura, aux mêmes conditions, la faculté de faire voyager les wagons portugais sur la ligne belge.

Au cas où la classification générale des marchandises adoptée par le chemin de fer du Benguela ne mentionnerait pas certains produits en provenance ou à destination du Congo Belge, ces produits seraient, au point de vue de l'application des tarifs, traités par assimilation et rangés, autant que possible, dans la catégorie des produits les plus similaires.

ARTICLE 6.

Le Gouvernement portugais s'engage, sauf le cas de force majeure, dûment constaté, à outiller le port de Lobito de manière à la mettre à même de satisfaire

aux besoins du trafic national et international, dans des conditions techniques analogues à celles des autres ports de même nature, sous la réserve que les installations devront, à l'origine, suffire seulement aux besoins du trafic tel qu'il existera à l'époque de l'achèvement du raccordement, dont il sera question ci-après, du chemin de fer du Benguela au réseau du chemin de fer du Katanga.

ARTICLE 7.

Le Gouvernement portugais simplifiera, autant que possible, les formalités douanières en ce qui concerne les marchandises en transit du ou vers le Congo Belge par le chemin de fer du Benguela.

Dans les conditions à déterminer entre les administrations compétentes portugaise et belge, le transit de ces marchandises ne sera pas soumis, de la part de la douane portugaise, à des consignations, cautions ou autres garanties pécuniaires.

ARTICLE 8.

D'une manière générale, le Gouvernement portugais veillera à assurer au trafic belge, en Angola, les plus grandes facilités possibles.

ARTICLE 9.

Le Gouvernement belge s'engage à terminer, dans un délai de cinq années, qui commencera à courir du jour où le chemin de fer du Benguela atteindra la frontière du Congo Belge, le raccordement de ce chemin de fer en territoire congolais avec le réseau du chemin de fer du Katanga, sous la réserve du cas de force majeure dûment constaté, et sous les conditions stipulées à l'avenant, signé à Lisbonne le 22 avril 1926, à la convention du 31 mars 1908 conclue entre la Companhia do Caminho de Ferro de Benguela, la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

ARTICLE 10.

Les cas de force majeure admis par la présente convention sont ceux de guerre, rébellion, grève, épidémie ou inondation intéressant la zone des travaux, ou de manque de main-d'œuvre.

ARTICLE 11.

Toutes les contestations entre parties dérivant de l'interprétation de cette Convention seront résolues par voie d'arbitrage.

ARTICLE 12.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires Etrangères, à Lisbonne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à Saint-Paul de Loanda, le 21 juillet 1927, en quatre exemplaires, dont deux seront remis à chaque Etat signataire.

CONVENTION.

LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL.

Désireux de se donner mutuellement des preuves de bon voisinage et de favoriser la mise en valeur de leurs territoires respectifs, ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Martin RUTTEN, Gouverneur Général du Congo belge, et
M. Félicien CATTIER, Vice-Président du Conseil d'Administration de la Banque d'Outremer, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. Antonio VINCENTE FERREIRA, Haut-Commissaire de la République et Gouverneur Général dans la Province de Angola, et
M. Ernesto Julio DE CAVALHO E VASCONCELOS, Vice-Amiral, Directeur Général du Ministère des Colonies ;

Lesquels sont convenus, *ad referendum*, des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

La Belgique cède au Portugal en pleine souveraineté la partie de la Colonie du Congo Belge comprise dans les limites suivantes :

La frontière actuelle entre le confluent du Kasai et de la Luakano jusqu'au point le plus rapproché de la source de la rivière Luao, située à proximité de la borne 25 ;

Une droite de ce point à la source de la rivière Luao ;

La rivière Luao jusqu'à son confluent avec le Kasai ;

Le Kasai en amont de ce confluent jusqu'à la Luakano.

La superficie approximative de ce territoire est de 3,500 kilomètres carrés.

ARTICLE 2.

Le Portugal cède en pleine souveraineté à la Belgique la partie du territoire de Angola comprise dans les limites ci-après :

La rivière M'Pozo du point où elle cesse de former la frontière luso-belge, près de la borne 10 (embouchure de la Mia) jusqu'à l'embouchure de la rivière Duizi située à environ 2,300 mètres en amont de ce point ;

La rivière Duizi, en amont de son confluent avec la M'Pozo jusqu'à la frontière actuelle ;

La frontière actuelle entre la Duizi et la M'Pozo, en passant par les bornes 11 et 10.

La superficie approximative de ce territoire est de 3 kilomètres carrés.

ARTICLE 3.

La Belgique commencera la construction du raccordement de son réseau de

chemins de fer avec le chemin de fer portugais en un point de la rivière Luao à fixer d'un commun accord.

ARTICLE 4.

La présente Convention sera ratifiée, et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires Étrangères, à Lisbonne.

Dès la ratification, les Gouverneurs des deux Colonies prendront d'un commun accord les mesures nécessaires pour que la remise des territoires cédés soit effectuée dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à Saint-Paul de Loanda, le 22 juillet 1927, en quatre exemplaires, dont deux seront remis à chaque État signataire.



(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 NOVEMBER 1927.

Ontwerp van wet tot goedkeuring der Overeenkomsten tusschen België en Portugal geteekend te São-Paulo de Loanda.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Belgische en de Portugeesche Regeeringen hebben te São-Paulo de Loanda in Juli laatstleden 4 overeenkomsten onderteekend.

Men kan zich afvragen of deze overeenkomsten alle onderworpen zijn aan de voorschriften der alinea's 2 en 3 van artikel 68 der grondwet, op de kolonie toegepast door artikel 27 der koloniale wet en aan het Parlement moeten onderworpen worden.

Alhoewel de Regeering voorbehoud maakt aangaande de oplossing van dit juridisch vraagstuk, meent zij de overeenkomsten in hun geheel aanhangig te mogen maken bij de Belgische Kamers, die er zeker geen bezwaar in zullen vinden ze alle vier te zamen goed te keuren.

De vier overeenkomsten van São-Paulo de Loanda maken immers een geheel uit en zijn een zelfde uiting der politiek van oprechte verstandhouding en van solidariteit, welke de Belgische en de Portugeesche Regeeringen op koloniaal gebied, waar beide landen zooveel gemeenschappelijke belangen hebben, meer dan ooit willen toepassen. De nieuwe impulsie gegeven aan deze politiek welke zekerlijk niet van gisteren dagteekent, vindt haar oorsprong in de in December jongstleden te Lisabon gevoerde onderhandelingen en in de principieele overeenkomst die den 10 December 1926 in deze stad onderteekend werd.

Drie der overeenkomsten waarvan sprake doen zelfs niets anders dan de wijze van verwezenlijking en van uitvoering dezer overeenkomst bepalen.

De eerste overeenkomst stelt eene reeks beschikkingen vast welke bestemd zijn om aan beide Regeeringen toe te laten in hunne aan elkaar palende koloniën eene gemeenschappelijke politiek op sanitair gebied te volgen, hoofdzakelijk ten einde de overzetting van het een gebied naar het andere van besmettelijke ziekten te voorkomen.

De tweede overeenkomst regelt vier vraagstukken :

- a) Het opmaken van een gemeenschappelijk programma voor het aanleggen van wegen in de aangrenzende streken van Congo en Angola ;
- b) De beteugeling van den smokkelhandel in vuurwapens ;
- c) De voorwaarden van den eventueelen bouw van een stuwdam op de rivier

M'Pozo op Belgisch grondgebied; deze afsluiting zou voor gevolg hebben op Portugeesch gebied een gedeelte van den oever dezer rivier onder water te zetten;

d) Het toeregime op zekere plaatsen van gemeenschappelijke grenzen.

Dit regime voorziet het oprichten van douaneposten en de wederzijdsche opheffing van invoerrechten op de levensmiddelen die het gewone voedsel der inheemsche bevolking uitmaken en op het vee, onder de dubbele voorwaarde dat levensmiddelen en vee afkomstig wezen uit Belgische en Portugeesche bezittingen en dat zij rechtstreeks uit de eene kolonie in de andere binnengevoerd worden,

De derde Overeenkomst regelt het verkeer in Katanga langs den spoorweg van den Benguela en de haven van Lobito Bay (Portugeesch Angola).

De vrije doorvoer en het nationaal regime, in zake spoorwegtarieven en haventaxen, worden aan het Belgisch verkeer van Katanga toegestaan.

Gecombineerde tarieven tusschen de Belgische en de Portugeesche spoorwegen zullen kunnen vastgesteld worden. Om het even welke voordeelen die door den spoorweg aan eenen Portugeeschen scheepvaartdienst, die de haven van Lobito aandoet, zouden toegestaan worden, zullen van rechtswege tot de Belgische scheepvaartdiensten uitgebreid worden. De Belgische Staat, zal er toe gemachtigd zijn op den spoorweg van den Benguela, onder de in gemeen overleg vastgestelde voorwaarden, de Belgische wagons te laten rijden voor het vervoer van goederen tusschen Belgisch Congo en de zee. De Portugeesche Staat zal, onder dezelfde voorwaarden, gemachtigd zijn Portugeesche wagons op de Belgische lijn te doen loopen. De tolformaliteiten, wat de goederen betreft op den doorvoer van of naar Katanga, zullen zooveel mogelijk vereenvoudigd worden.

De doorvoer der koopwaren zal van wege de Portugeesche douane niet aan consignaties, borgstellingen of andere geldelijke waarborgen onderworpen worden.

De Portugeesche Regeering verplicht zich de haven van Lobito van zulke instellingen te voorzien dat zij in staat is aan de behoeften van het nationaal en internationaal verkeer te voldoen.

Van haren kant verbindt de Belgische Regeering er zich toe binnen een termijn van vijf jaar, die zal beginnen te loopen van den dag waarop de Spoorweg van Benguela de grens van Belgisch Congo zal bereiken, de verbinding van dezen spoorweg op Congoleesch grondgebied met het net van den spoorweg van Katanga af te maken.

Door de vierde Overeenkomst staat de Portugeesche Regeering aan de Belgische Regeering een grondgebied van ongeveer drie vierkante kilometer af, niet ver van Matadi gelegen, ten zuiden van den berggroep van den Palabala. Van haren kant staat de Belgische Regeering aan Portugal de streek af hekkend onder den naam van de « bocht van Dilolo » en gelegen in het uiterste zuid-westen van Belgisch Congo tusschen den Kasai, den Luakano en de Luao.

De voordeelen die voor ons land uit dezen ruil voortvloeien zijn belangrijk. Het tracé van de nieuwe lijn die Matadi met Leopoldstad verbindt en de zeer bergachtige streek van de Palabala vermijdt, zal met zachte hellingen langs het dal van de Duizi stijgen. Deze oplossing laat niet alleen toe het maken van zeer kostbare tunnels uit te sparen, maar zij vervroegt het tijdstip van de voltooiing der werken met een jaar en zal de exploitatie van den spoorweg in voordeelijker voorwaarden mogelijk maken.

De aandacht der wetgeving dient te worden getrokken op deze twee laatste overeenkomsten; zij wijzen, vanwege de Regeering, op den wil geen enkele gelegenheid te laten voorbijgaan om door internationale akkoorden de gebrekkigheden der geographische ligging van Congo te verbeteren. Het is voor den voorspoed der Kolonie noodig dat de eenige rechtstreeksche verbindingsweg dien zij op den Oceaan bezit, kan uitgebaat worden in zoo voordeelig mogelijke voorwaarden -- een goede spoorweg die de bevaarbare gedeelten van den Boven-Congo en van den Beneden-Congo verbindt oefent een aanzienlijken invloed uit op de algemeene economie der kolonie. Anderzijds is het noodig dat de verschillende gewesten die zich niet in het hinterland van den Atlantischen Oceaan bevinden, met zoo weinig belemmeringen mogelijk in verbanding kunnen komen met de zeeën waarvan ze afhankelijk zijn. De overeenkomst ondertekend op 9 Mei 1906 door den Onafhankelijken Congo-Staat met Engeland, was reeds eene eerste verwezenlijking dezer politiek. Zij regelde het verkeer van Congo langs den Nijl. De Overeenkomst van 15 Maart 1921 was een nieuwe verwezenlijking dier politiek, nog belangrijker en bepaelder, aangezien zij aan het verkeer van gansch het gedeelte der Kolonie dat om zoo te zeggen naar den Indischen Oceaan overhelt, het meest liberale regime verzekerde dat in het volkenrecht bekend staat. De Overeenkomst betreffende de haven van Lobito-Bay en den spoorweg van den Benguela geeft aan het verkeer van het industrie gebied van Katanga, op een zijner toegangswegen, een door dezelfde beginselen ingegeven regime.

De ruiling der grondgebieden, verwezenlijkt door de overeenkomst van 22 Juli, kan onevenredig schijnen, indien men slechts hun respectieve oppervlakte beschouwt, zonder rekening te houden met de waarde welke de door Portugal afgestane gebiedsstrook, met het oog op het aanleggen van den spoorweg Matadi-Leopoldstadt voor België vertegenwoordigt.

Om over den waren aard dezer ruiling te oordeelen, dient niet uit het oog verloren, afgezien van de zooeven uiteengezette gewichtige redenen van algemeen-politiek aard, dat Portugal in beginsel gekant is tegen de vervreemding van elk perceel van zijn koloniaal grondgebied, en dat dit land er niet heeft kunnen toe besluiten aan ons land de 3 vierkante kilometers noodig voor het aanleggen van een goeden spoorweg af te staan dan tegen een prijs van zulke waarde dat deze redelijkerwijze door geen der Portugeesche onderhoorigen kon betwist worden.

Krachtens het verdrag van 23 December 1908, was de bewuste ruiling van grondgebied aan het voorkeursrecht van Frankrijk onderworpen. Op de vraag of zij in dit geval dit recht wenschte uit te oefenen, heeft de Fransche Regeering ontkennend geantwoord. Maar zij heeft gevraagd dat het voorkeursrecht van Frankrijk op het nieuwe grondgebied dat bij de Kolonie zal ingelijfd worden, zou worden overgedragen.

Onder voorbehoud van de goedkeuring der wetgevende Kamers, heeft de Regeering dezen wensch ingewilligd.

*De Eerste Minister,
Minister van Koloniën,*

HENRI JASPAR.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EMILE VANDERVELDE.

OVEREENKOMST.

BELGIE EN PORTUGAL.

Bezielde met denzelfden wensch hunne Koloniën van Belgisch Congo en van Angola te wapenen tegen de epidemische en besmettelijke ziekten;

Rekening houdend met de beschikkingen der Internationale Gezondheidsovereenkomst geteekend te Parijs op 17 Januari 1912 en inzonderheid met hare artikels 6, 41, 52 en 53 ;

Overwegende de wenschen uitgedrukt door het Eerste Congres voor Tropische Geneeskunde gehouden te São-Paulo de Loanda in 1923, alsook de besluiten der Internationale Conferentie vereenigd te Londen in 1925 met het oog op de maatregelen die dienen getroffen voor het bestrijden der slaapziekte;

De Overeenkomst van 3 September 1923 voor de verdediging der fluviale grens behouden blijvende ;

Hebben besloten eene nieuwe overeenkomst te sluiten en hebben te dien einde tot gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer Martin RUTEX, Gouverneur-Generaal van Belgisch Congo ;

Den heer Felicien CARTIER, Ondervoorzitter van den Beheerraad der Bank d'Outremer, Eereprofessor aan de Hoogeschool te Brussel ;

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Den heer Antonio Vicente FERREIRA, Hoogcommissaris der Republiek en Gouverneur-Generaal in de Provincie Angola, en

Den heer Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Admiraal, Algemeen Bestuurder van het Ministerie van Koloniën ;

Welke, na hunne volmachten, die in goeden en behoorlijken vorm bevonden werden, uitgewisseld te hebben, over de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EÉN.

De overdraagbare ziekten waarop deze overeenkomst van toepassing is, worden in vier klassen verdeeld.

a) Pestachtige ziekten : pest, cholera, gele koorts en pokken; en epidemische en zeer gevaarlijke ziekten, dat is te zeggen met vlug verloop en zeer hoog sterftecijfer : door bacillen veroorzaakte roode loop, vlektyphus, typhus recurrens (met spirochaet van Obermeyer), en ruggemergsvliesontsteking ;

b) Zeer aanstekelijke epidemische ziekten, met vlug verloop, maar die in het algemeen weinig sterfgevallen veroorzaken : waterpokken en windpokken, griep, pneumococcieën, mazelen, typhense koorts, amibiase ;

c) Besmettelijke ziekten die zich weinig verspreiden en beperkte haarden vormen, welke gemakkelijk uitgeroeid kunnen worden : roos, kraambled-bloedbederf, miltvuur, droes, razernij, diphteritis, bof, trachoom, acute voorste poliomyelitis ;

d) Overdraagbare ziekten met in het algemeen traag verloop : tering, melaatsheid, slaapziekte, terugkeerende koorts (Teekkoorts door den spirochaet van Dutton veroorzaakt .

ARTIKEL 2.

Indien tijdens een epidemie door de eene of andere der ziekten van de groep b) veroorzaakt, een ongewoon aantal sterfgevallen en de toeneming van het besmettelijk vermogen der smetstof wordt vastgesteld, zullen de voor de ziekten van de groep a) voorgeschreven beschikkingen daarop toegepast worden.

ARTIKEL 3.

De Beheeren van beide Koloniën mogen in gemeen overleg de in artikel één vastgestelde rangschikking der overdraagbare ziekte wijzigen, er ziekten uit weglaten, ze van groep veranderen, en in voorkomend geval er andere bijvoegen die in deze Overeenkomst niet voorzien zijn.

ARTIKEL 4.

De Beheeren van Belgisch Congo en van Angola zullen onder elkander, door bemiddeling van hunne geneeskundige diensten, maandelijksche inlichtingen uitwisselen aangaande de openbaring en de ontwikkeling op hunne respectieve grondgebieden van al de in artikel één voorziene ziekten. Deze inlichtingen zullen zooveel mogelijk het aantal gevallen, de uitbreiding van den geesel en zijne neiging om in hevigheid toe te nemen of te verminderen vermelden.

Indien de inlichtingen betrekking hebben op eenige overdraagbare ziekte vervat in de in artikel één aangeduide groep a) of die den ernstigen aard aangenomen heeft voorzien in artikel 2, zullen zij wekelijks per telegram gezonden worden en, behalve het aantal gevallen, ook dat der sterfgevallen en de plaatsen waar zij zich voordoen vermelden. Indien de inlichtingen betrekking hebben op de pest, zullen zij in voorkomend geval het bestaan van de runderpest bij de knaagdieren vermelden, alsmede het percentage van besmetting bij de gevangen genomen dieren en den graad van hun sterftecijfer.

ARTIKEL 5.

Afgezien van de in het vorige artikel aangeduide inlichtingen zal de Regeering van het besmette land de aangifte van besmetting doen, voorzien in Afdeeling I van Hoofdstuk I der Internationale Gezondheidsovereenkomst van Parijs van 1912.

ARTIKEL 6.

Elk van beide Beheeren zal aan het andere het sturen van medische zendingen in de streek van haar grondgebied waar een gevaarlijke epidemie heerscht vergemakkelijken. Deze zendingen zullen inlichtingen mogen inwinnen over de genomen maatregelen en in overeenstemming met de sanitaire overheden van de besmette Kolonie de maatregelen bestudeeren die in 't gemeen voor de vrijwaring van het niet besmette land te nemen zijn.

ARTIKEL 7.

Beide Regeeringen zullen nu eens op Belgisch grondgebied, dan eens op Portugeesch grondgebied, conferentiën van hygienisten doen bijeenkomen ten einde de verweermiddelen der beide Koloniën te verbeteren en de geneesheeren in staat te stellen met dit doel năuwer samen te werken.

Tusschen de zittijden in, zullen de geneesheeren der grensstreken aan elkaar alle nuttige mededeelingen toezenden en, in voorkomend geval, iederen keer samenkomen dat meeningswisselingen hun noodig schijnen.

ARTIKEL 8.

Beide Regeeringen zullen zoodra mogelijk het net der observatieposten en der sanitaire posten langs beide kanten der grens aanvullen. Deze posten zullen bij voorkeur in de nabijheid der door de inboorlingen gebruikte wegen geplaatst worden, zoodat deze niet van de eene Kolonie naar de andere zouden kunnen gaan zonder door de sanitaire overheid onderzocht te worden, en zij geen te langen omweg zouden te doen hebben om zich bij deze overheid aan te melden.

ARTIKEL 9.

Het zal aan geen inboorling toegelaten zijn de Belgisch-Portugeesche grens te overschrijden, indien hij niet in het bezit is van een paspoort of van een boekje bevattend, behalve aanduidingen die toelaten zijne identiteit vast te stellen, de verklaring dat hij niet aangetast is door een der in artikel één vermelde ziekten, of dat hij zich in eene der omstandigheden bevindt welke in artikel 2 voorzien zijn en die een verblijf van korten duur toelaten.

Het paspoort of het boekje wordt opgemaakt door de sanitaire overheid der laatste verblijfplaats van den betrokkene in het land van afkomst, en wordt in het land van bestemming gevisceerd bij het binnenkomen en het vertrekken van den emigrant. Het paspoort of het boekje moet gevisceerd worden door de sanitaire overheid van het land van afkomst bij elk nieuw vertrek van den houder, tenware de nieuwe afreis ondernomen werd binnen de drie maand volgend op den datum van het vorige visa.

ARTIKEL 10.

De overgang van de eene kolonie naar de andere wordt ontzegd :

a) Aan alle personen die aangetast zijn door een der ziekten vallend onder de groepen a), b) en c) vermeld in artikel één ;

b) Aan de zieken die verdacht worden te lijden aan open tuberculose, aan tuberculeuze of gemengde melaatsheid, en aan de personen besmet met trypanosomen en die aan geene behandeling onderworpen werden of bij wie het onderzoek de aanwezigheid van parasieten in het peripherisch bloed heeft aangetoond ;

c) Aan alle personen die uit eene zone komen welke officieel aangeteekend staat als besmet zijnde met eene der ziekten behoorende tot groep a) voorzien door artikel één of tot groep b) in de voorwaarden bepaald door artikel 2, tenware de sanitaire overheid van het land van bestemming oordeelde dat het volstaat ze aan een quarantaine-regime te onderwerpen.

ARTIKEL 11.

De personen die een genezen tuberculeus letsel hebben, aan zenuw-melaatscheit lijden, diegenen die aangetast zijn door trypanosomen en wier bloed voor korten tijd gezuiverd werd, kunnen in het land waarheen zij zich wenschen te begeven toegelaten worden, maar alleenlijk voor eene periode van korten duur welke door de geneeskundige overheid van dat land te bepalen is.

ARTIKEL 12.

Wanneer inboorlingen van eene der Verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere Partij aangetast bevonden worden door besmettelijke ziekten, zullen de geneeskundige overheden die de diagnose dezer ziekten opgemaakt hebben, zooveel mogelijk trachten bij de repatriëering, de inboorlingen in de handen van een vertegenwoordiger der geneeskundige overheden van het ander land over te leveren.

Indien dit onmogelijk is, zullen de geneeskundige overheden van het eerste land aan die van het tweede al de inlichtingen doen toekomen die zij betreffende de identiteit en de verblijfplaats der zieken kunnen inwinnen.

ARTIKEL 13.

Beide Regeeringen zullen hunne geneeskundige diensten gelasten, in de grensstreek van beide grondgebieden, al hun zorg te besteden :

- a) Aan de inenting tegen de pokken;
- b) Aan de geneeskundige en prophylactische behandeling der slaapziekte;
- c) Aan de maatregelen van gezondmaking bestemd om de insecten der glossina-en anophelinesoort en de andere gevaarlijke insecten te vernietigen;
- d) Aan de telling en de afzondering der melaatschen;
- e) Aan alle andere maatregelen die van aard zijn de besmetting van het onbesmet gebied te vermijden.

Beide Beheeren zullen overeenkomen om gelijktijdig, in eene zelfde door de gemeenschappelijke grens gescheiden streek, geneeskundige zendingen in te richten en er overeenstemmende maatregelen te nemen die van aard zijn de slaapziekte afdoend te bestrijden.

ARTIKEL 14.

De Beheeren van beide Koloniën zullen, in de maand Augustus van elk jaar, aan elkander de volgende kaarten, tabel en verslagen betreffende de streken hunner gemeenschappelijke grens toezenden :

- a) Eene kaart over de verspreiding der slaapziekte met aanduiding van de mate waarin ze in de verschillende zones voorkomt;
- b) Eene kaart die, met aanduiding van den aard der hevigheid, de door tsetse-vliegen geteisterde zones aangeeft;
- c) Eene statistische tabel die per zone bij benadering het aantal zieken en hunne verhouding ten opzichte der bevolkingen opgeeft;
- d) Een verslag betreffende de verhuizingen der inboorlingen en alle andere omstandigheden die van aard zijn de overzetting der ziekte te bevorderen;
- e) Eene nota die de bestuurlijke en andere maatregelen, welke genomen werden om de slaapziekte en alle door deze Overeenkomst voorziene ziekten te bestrijden, alsook de uitslagen dezer maatregelen, uiteenzet.

ARTIKEL 15.

Beide Regeeringen zullen door hunne geneeskundige diensten gelijktijdig de kwestie van de bestrijding der geslachtsziekten, met inbegrip van de syphilis, den druiper, den weeken sjanker, het venerisch granuloom doen bestudeeren, derwijze dat de maatregelen bestemd om ze te bestrijden, gecoördineerd worden.

ARTIKEL 16.

Al de betwistingen tusschen partijen voortkomend uit de uitlegging dezer Overeenkomst zullen langs scheidsrechterlijken weg opgelost worden.

ARTIKEL 17.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging ervan zullen op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Lissabon nedergelegd worden.

Ter oorkonde waarvan, de gevolmachtigden deze Overeenkomst met hunne handteekening bekleed hebben.

Gedaan te São Paulo de Loanda, den 19ⁿ Juli 1927, in vier exemplaren waarvan er twee aan elken onderteekenenden Staat zullen overhandigd worden.

OVEREENKOMST.

BELGIË EN PORTUGAL

Wenschende de wijze van verwezenlijking en van uitvoering te bepalen van verschillende beginselen in gemeen overleg vastgesteld door hune afgevaardigden vereenigd te Lissabon op 10 December 1926, en waaromtrent beide Mogendheden vroeger hunne instemming betuigd hebben,

Hebben besloten eene Overeenkomst te sluiten en hebben te dien einde tot Gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Martin RUTTEN, Gouverneur-Generaal van Belgisch Congo, en

Den Heer Félicien CATTIER, Ondervoorzitter van den Beheerraad der « Banque d'Outremer », Eere-leeraar aan de Hoogeschool te Brussel ;

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Den Heer Antonio Vicente FERREIRA, Hoogcommissaris der Republiek en Gouverneur-Generaal in de Provincie Angola, en

Den Heer Ernesto Julio de CARVALHO e VASCONCELOS, Vice-Admiraal, Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Koloniën ;

Welke, na hun volmachten, die in goeden en behoorlijken vorm bevonden

werden, uitgewisseld te hebben, over de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EÉN.

Aanleggen van wegen. — De Beheeren van Belgisch Congo en van Angola zullen hunne wegnetten geleidelijk verbinden door vertakkingswegen bestemd om aan de gemeenschappelijke grens samen te komen.

Door toepassing van dit beginsel, is het van heden af overeengekomen dat het Beheer van Belgisch Congo op zijn grondgebied drie wegen zal aanleggen onderscheidenlijk bestemd tot aansluiting van :

1. Songololo met den weg die San Salvador met de Congoleesche grens verbindt ;
2. Banana met den weg die Cabinda met de Congoleesche grens verbindt ;
3. Tumba met den weg die Maquela de Zombo met de Congoleesche grens verbindt.

De twee eerste hierboven bedoelde wegen zullen respectievelijk aangelegd worden de eerste binnen de acht maanden en de tweede binnen het jaar te rekenen van de voltooiing van dien neuen spoorweg Matadi-Leopoldstad.

De derde zal aangelegd worden binnen een tijdperk van achttien maanden te rekenen van gezegde voltooiing, op voorwaarde dat binnen dezen termijn, de weg op Portugeesch grondgebied de Congoleesche grens bereikt hebbe.

Echter zal het aanleggen der drie hierboven bedoelde wegen voltooid zijn voor het einde der voorzienene termijnen, indien de noodige werkkrachten kunnen gevonden worden.

ARTIKEL 2.

Afdamming der M'Pozo. — De Portugeesche Regeering verklaart aan de Belgische Regeering dat zij er in toestemt dat tengevolge van het bouwen van een op den waterloop op Congoleesch grondgebied op te richten dam, het waterpeil der rivier M'Pozo in het op Angoleesch grondgebied gelegen gedeelte verhoogd wordt.

Deze toestemming wordt gegeven onder de volgende door beide Regeeringen aangenomen voorwaarden :

1. — De concessiehouders van het gebruik van bedoelde afdamming zal ertoe verplicht zijn eene hoeveelheid electrische beweegkracht gelijk aan 15 t. h. der geheele door de afdamming voortgebrachte beweegkracht ter beschikking te houden van de Portugeesche Regeering of van de door haar op Angoleesch grondgebied aangeduide onderhoorigen.

2. — Wanneer men op het punt is met de afdammingswerken te beginnen zal daarvan door den Gouverneur-Generaal van Belgisch Congo kennis gegeven worden aan den Hoogen Commissaris der Republiek, Gouverneur-Generaal van Angola, die de hoeveelheid electrische beweegkracht waarover hij binnen de hierboven aangeduide grenzen onmiddellijk beschikken wil, aanduiden zal.

Indien deze kennisgeving niet voor het aanvangen der werken gedaan werd, kan de Hooge Commissaris, te allen tijde, aan den Gouverneur-Generaal van Belgisch Congo dezelfde mededeeling doen geworden, maar deze zal slechts na een termijn van twee jaren uitwerking hebben.

3. — De aan de Portugeesche Regeering te verstrekken electrische beweegkracht zal aan de klemmen der centrale afgenomen worden. Zij zal ter bestemming overgebracht worden door aansluitingsinstallaties die, op Congoleesch grondgebied, op de kosten der verbruikers, door de zorgen van den concessiehouders van het gebruik der afdamming zullen opgericht worden.

Op de grondgebieden waarover de electrische leidingen loopen, zal het aanleggen dezer leidingen, alsmede de installaties bestemd om deze overbrenging te verzekeren, aan de beschikkingen der wetten en der plaatselijke reglementen onderworpen zijn.

5. De electrische beweegkracht waarvaan sprake zal aan den kostenden prijs aan de Portugeesche Regeering geleverd worden. De kostende prijs zal al de om het even welke productiekosten bevatten alsmede de som die noodig is om de installatiekosten af te lossen.

De rekeningen zullen op geregelde tijden vereffend worden.

Het is verstaan dat de Portugeesche Regeering den stroom noch op Belgisch grondgebied noch in Angola zal mogen afstaan tegen een lageren prijs dan dezen welke de concessiehouders der exploitatie van de afdamming van zijne eigen klanten zal vragen.

ARTIKEL 3.

Smokkelhandel in vuurwapens en ammunitie. — Ieder der beide Regeeringen verbindt er zich toe elken uitvoer van wapens en van ammunitie uit haar koloniaal gebied naar het gebied der andere, die geschiedt zonder de toelating der overheden van de Kolonie waar de wapens en de ammunitie moeten ingevoerd worden, strafbaar te maken.

Beide Regeeringen zullen elkaar over den smokkelhandel die op hunne respectieve grondgebieden gedreven werd, alsmede over de genomen beteugelingsmaatregelen inlichten; zij zullen aan de handelaars die zich aan overtredingen op dit gebied schuldig gemaakt hebben, het verblijf in de nabijheid hunner gemeenschappelijke grenzen ontfeggen.

Op het einde van ieder jaar, zullen de Regeeringen statistieken publiceren betreffende den invoer van vuurwapens en van ammunitie in hunne respectieve grondgebieden.

ARTIKEL 4.

Douane-regime. — Beide Regeeringen gaan de verplichting aan geen invoerrecht te heffen op de levensmiddelen die het gewone voedsel der inlandsche bevolking uitmaken noch op het vee onder de dubbele voorwaarde dat gezegde levensmiddelen en gezegd vee herkomstig wezen uit hunne respectieve bezittingen en dat zij rechtstreeks van de een Kolonie in de andere binnengevoerd worden.

De voorgaande verbintenis kan alle tien jaar door ieder der Partijen opgezegd worden, mits één jaar op voorhand te verwittigen.

Beide Regeeringen zullen douane-posten oprichten op de plaatsen aan hunne gemeenschappelijke grens gelegen waar de belangrijkheid van het verkeer zulks zal wettigen.

ARTIKEL 5.

Al de betwistingen tusschen partijen, ontstaan uit de nitlegging dezer Overeenkomst, zullen langs scheidsrechterlijken weg opgelost worden.

ARTIKEL 6.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging er van zullen op het Ministerie van Buitenlandsche zaken te Lissabon neergelegd worden.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden deze Overeenkomst met hunne handteekening bekleed hebben.

Gedaan te São-Paula de Loanda, op *20 Juli 1927* in vier exemplaren, waarvan er twee aan iederen onderteekenende Staat zullen overhandigd worden.

OVEREENKOMST.

BELGIË EN PORTUGAL.

Rekening houdende met de respectieve belangen hunner Koloniën van Belgisch Kongo en Angola.

Hebben besloten eene Overeenkomst te sluiten en hebben te dien einde tot Gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

De heer Martin RETTEY, Gouverneur-Generaal van Belgisch Kongo, en

Den Heer Felicien CARTIER, Ondervoorzitter van den Beheerraad der « Banque d'Outremer », Eere-leeraar aan de Hoogeschool te Brussel ;

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Den heer Antonio Vicente FERREIRA, Hoogcommissaris der Republiek en Gouverneur-Generaal in de Provincie Angola, en

Den heer Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Admiraal. Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Koloniën,

Dewelke, na hunne volmachten, die in goeden en behoortlijken vorm bevonden werden, uitgewisseld te hebben, omtrent de navolgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EÉN.

In deze Overeenkomst worden door de uitdrukking « Belgisch Congo » niet alleen de eigenlijk gezegde grondgebieden van Belgisch Congo bedoeld, maar eveneens de grondgebieden van Ruanda-Urundi.

De uitdrukking « Schip » is van toepassing op elk schip of op elke boot.

ARTIKEL 2.

Portugal verbindt zich de vrijheid van doorvoer door Angola op den spoorweg van Benguela tusschen de haven van Lobito en de grens van beide koloniën te verleen en aan al de personen, de post, al de koopwaren, rijtuigen en wagons komende van of gaande naar Belgisch Congo. Deze personen, post, koopwaren, rijtuigen en wagons zullen aan geen doorvoerrecht, noch aan onnoodige uitstellen

of beperkingen onderworpen worden en zij zullen voor alles wat de tarieven en de faciliteiten in alle opzichten betreft, op denzelfden voet behandeld worden als de Portugeesche personen, post, koopwaren, rijtuigen en wagons. De koopwaren in doorvoer zullen van alle tol- of andere gelijkaardige rechten vrijgesteld zijn. Alle tarieven zullen, wat het transito-vervoer betreft, redelijk moeten zijn, rekening houdend met de omstandigheden van het verkeer, en geen enkele eijns, faciliteit of beperking zal rechtstreeks van de hoedanigheid van den eigenaar mogen afhangen.

De Regeering der Kolonie Angola behoudt nochtans het recht vervoerbelastingen te leggen op de aan den spoorweg van Benguela toevertrouwde koopwaren, maar er is overeengekomen dat deze belastingen, per kilometer vastgesteld, zonder onderscheid van den aard der koopwaar, op dezelfde wijze de koopwaren in doorvoer en de in binnenlandsch regime vervoerde koopwaren zullen treffen.

ARTIKEL 3.

De Belgische onderdanen en goederen zullen, onder alle opzichten op den voet van een volkomen gelijkheid behandeld worden op den Benguela-spoorweg en in de haven van Lobito, derwijze dat geen onderscheid gemaakt wordt ten nadeele van de Belgische onderdanen en goederen, tusschen deze laatste en de Portugeesche onderdanen en goederen. Er zullen geen andere belemmeringen aan het verkeer der personen en der schepen worden gebracht dan degene die voortvloeien uit de beschikkingen betreffende de politie, de douane, de gezondheidsvoorschriften, de uitwijking en de inwijking, en den invoer en den uitvoer van verboden koopwaren. Deze beschikkingen, welke redelijk en eenvormig zullen zijn, zullen het verkeer niet onnoodig mogen belemmeren.

ARTIKEL 4.

Op de onder Belgische vlag varende schepen die in de haven van Lobito zullen binnenkomen om personen, post of koopwaren van Belgisch Congo komend in te nemen of om personen, post of koopwaren voor Belgisch Congo bestemd te ontschepen zal dezelfde behandeling worden toegepast als op de Portugeesche schepen, in dien zin dat geen enkel recht, taxe of last van welken aard het ook zij op onder Belgisch vlag varende schepen zullen toegepast worden die zouden verschillen van degene op onder Portugeesche vlag varende schepen toegepast of toe te passen.

Het is verstaan dat, indien een Belgisch schip te Lobito voor Angola bestemde of van Angola komende personen of koopwaren ontscheept of laadt, dit enkele feit aan de Portugeesche Regeering het recht zal geven op het Belgisch schip, wat de rechten, taxen en lasten van elken aard betreft, de behandeling toe te passen waaraan de vreemde schepen onderworpen zullen zijn.

ARTIKEL 5.

De reizigers, de post en de koopwaren komende van of gaande naar Belgisch Congo zullen van rechtswege, op den spoorweg van Benguela en in de haven Lobito, uit het oogpunt van de te innen taxen (rekening gehouden zijnde met alle terugbetalingen en premiën) het genot hebben van de faciliteiten, en, in alle andere opzichten, van het gunstigste regime toegepast op de reizigers, op de post alsmede op de goederen van denzelfden aard of van dezelfde klasse welke op

gezegden spoorweg of in gezegde haven vervoerd worden, hetzij in binnenlandsch verkeer, hetzij bij den invoer, bij den uitvoer of in doorvoer, in dezelfde voorwaarden van vervoer.

Op aanvraag van den Belgischen Staat of van den Portugeeschen Staat, zullen er samengestelde tarieven mogen worden ingesteld tusschen om het even welk punt van Belgisch Congo eenerzijds, en de haven Lobito alsmede de overzeesche bestemmings- of herkomstpunten anderzijds. Te dien einde zullen de Belgische en de Portugeesche Beheeren trachten overeenkomsten te sluiten ten einde de spoorwegtarieven met de tarieven der Belgische en Portugeesche Scheepvaartdiensten die deze haven kunnen bedienen te combineeren.

Om het even welke voordeelen, die door den spoorweg zouden toegestaan worden aan eenen Portugeeschen Scheepvaartdienst, die gezegde haven zou bedienen, zullen van rechtswege tot de Belgische Scheepvaartdiensten uitgebreid worden.

De Belgische Staat is gemachtigd op den spoorweg van Benguela, onder de voorwaarden in gemeen overleg bepaald door de betrokken spoorwegbeheeren en goedgekeurd door het Generaal-Gouvernement van Angola, Belgische spoorwagens te laten rijden voor het vervoer van koopwaren tusschen Belgisch Congo en de zee. De kenmerken welke deze spoorwagens zullen moeten vertoonen, zullen vastgesteld worden door de spoorwegmaatschappij van Benguela, nadat de Belgische spoorwegmaatschappij vooraf geraadpleegd zal zijn. De Portugeesche Staat zal, in dezelfde voorwaarden, gemachtigd zijn de Portugeesche spoorwagens op de Belgische lijn te doen rijden.

Ingeval de algemeene rangschikking der koopwaren aangenomen door den spoorweg van Benguela zekere produkten komende van of bestemd voor Belgisch Congo niet zou vermelden, zouden deze produkten, ten opzichte van de toepassing der tarieven, door gelijkstelling behandeld worden en, zooveel mogelijk, gerangschikt worden in de klas der meest daarop gelijkende produkten.

ARTIKEL 6.

De Portugeesche Regeering verbindt er zich toe, behalve in geval van behoorlijk vastgestelde overmacht, de haven van Lobito te voorzien van inrichtingen die haar in staat stellen aan de eischen van het nationaal en internationaal verkeer te voldoen, in dezelfde technische voorwaarden als de andere havens van denzelfden aard, met dit voorbehoud dat de inrichtingen in het begin enkel zullen moeten volstaan voor de noodwendigheden van het verkeer zooals dit zal bestaan op het tijdstip van de voltooiing der aansluiting waarvan hierna sprake van den spoorweg van Benguela met het net van den spoorweg van Katanga.

ARTIKEL 7.

De Portugeesche Regeering zal, zooveel mogelijk, de tolformaliteiten vereenvoudigen wat de goederen betreft in doorvoer van of naar Belgisch Congo langs den spoorweg van Benguela.

In de door de bevoegde Portugeesche en Belgische Beheeren te bepalen voorwaarden, zal de doorvoer dezer goederen van wege de Portugeesche douane niet onderworpen worden aan consignaties, borgstellingen of andere geldelijke waarborgen.

ARTIKEL 8.

In het algemeen, zal de Portugeesche Regeering er voor zorgen aan den Belgischen doorvoer in Angola de grootste mogelijke faciliteiten te verzekeren.

ARTIKEL 9.

De Belgische Regeering verbindt er zich toe binnen een termijn van vijf jaar, die aanvang zal nemen van den dag af waarop de spoorweg van Benguela de grens van Belgisch Congo zal bereiken, de aansluiting van dezen spoorweg op Congoleesch grondgebied met het net van den spoorweg van Katanga af te maken, onder voorbehoud van het behoorlijk vastgesteld geval van overmacht, en onder de voorwaarden bepaald in het op 22 April 1926 té Lissabon geteekend bijvoegsel bij de Overeenkomst van 31 Maart 1908, gesloten tusschen de « Companhia do Caminho de Ferro de Benguela », de « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga » en de « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga ».

ARTIKEL 10.

De voor deze Overeenkomst aangenomen gevallen van overmacht zijn die van oorlog, oproer, werkstaking, epidemie of overstroming waardoor de zone der werken getroffen wordt, of het gebrek aan werkkrachten.

ARTIKEL 11.

Alle betwistingen tusschen partijen voortkomend uit de uitlegging dezer Overeenkomst zullen langs scheidsrechterlijken weg opgelost worden.

ARTIKEL 12.

Deze overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging ervan zullen op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Lissabon nedergelegd worden.

Ter oorkonde waarvan, de Gevolmachtigden deze Overeenkomst met hunne handteekeningen bekleed hebben.

Gedaan te São Paulo de Loanda, den 21st Juli 1927, in vier exemplaren, waarvan er twee aan elken onderteekenenden Staat overhandigd zullen worden.

OVEREENKOMST.

BELGIË EN PORTUGAL.

Wenshende elkander bewijzen van goede buurschap te geven en het productief-maken hunner respectieve grondgebieden te bevorderen, hebben te dien einde tot gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Martin RUTTEN, Gouverneur-Generaal van Belgisch Congo, en

Den Heer Félicien CARTIER, Ondervoorzitter van den Beheerraad der « Banque d'Outremer », Eere-leeraar aan de Hoogeschool te Brussel ;

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Den heer Antonio Vicente FERREIRA, Hoogcommissaris der Republiek en Gouverneur-Generaal in de Provincie Angola, en

Den Eer Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Admiraal, Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Koloniën,

Dewelke ad referendum nopens de navolgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

België staat aan Portugal in volle souvereiniteit het gedeelte der Kolonie van Belgische Congo af dat binnen de volgende grenzen begrepen is :

De huidige grens tusschen de samenvloeiing van den Kasai en de Luakano tot aan het punt dat het dichtst bij den oorsprong van de Luao-rivier gelegen is, in de nabijheid van paal 23 ;

Eene rechte lijn van dit punt tot aan den oorsprong van de Luao-rivier ;

De Luao-rivier tot aan de plaats waar zij met den Kasai samenvloeit ;

De Kasai stroomopwaarts van deze samenvloeiingsplaats tot aan de Luakano.

De benaderende oppervlakte van dit grondgebied is 3.500 vierkante kilometers.

ARTIKEL 2.

Portugal staat aan België in volle souvereiniteit het gedeelte van het grondgebied van Angola af, dat binnen de volgende grenzen gelegen is :

De rivier M'Pozo van het punt af waar zij ophoudt de Portugeesch-Belgische grens te vormen, nabij paal 10 (monding der Mia) tot aan de monding der rivier Duizi gelegen op ongeveer 2.500 meters stroomopwaarts van dit punt ;

De rivier Duizi, stroomopwaarts van hare samenvloeiing met de M'Pozo tot aan de huidige grens ;

De huidige grens tusschen de Duizi en de M'Pozo, gaande langs palen 11 en 10.

De benaderende oppervlakte van dit grondgebied is drie vierkante kilometers.

ARTIKEL 3.

België zal het aanleggen der aansluiting van zijn spoorwegnet met den Portugeeschen spoorweg beginnen op een in gemeen overleg te bepalen punt der rivier Luao.

ARTIKEL 4.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging daarvan zullen op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, te Lissabon, neergelegd worden.

Zoodra de bekrachtiging geschied is, zullen de Regeeringen der beide Koloniën in gemeen overleg de noodige maatregelen treffen opdat de afgifte der afgestane gebieden zoo spoedig mogelijk geschiede.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden deze Overeenkomst met hunne handteekening bekleed hebben.

Gedaan te São-Pola de Loanda, op 22 Juli 1927, in vier exemplaren waarvan er twee aan iederen onderteekenenden Staat zullen overhandigd worden.

(16)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

**approuvant les Conventions entre
la Belgique et le Portugal signées
à Saint Paul de Loanda.**

WETSONTWERP

**tot goedkeuring der Overeenkom-
sten tusschen België en Portugal
geteekend te Sao Paulo de Lo-
anda.**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Colonies et de
Notre Ministre des Affaires Étran-
gères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre
des Colonies et Notre Ministre des
Affaires Étrangères, sont chargés de
présenter en Notre Nom aux Cham-
bres Législatives le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Conventions entre la Belgique
et le Portugal, signées à Saint-Paul
de Loanda,

1° Le 19 juillet 1927, concernant
les questions sanitaires.

2° Le 20 juillet 1927, concernant
diverses questions d'intérêt économi-
que.

3° Le 21 juillet 1927, concernant le
trafic du Katanga par le port de Lo-
bito bay et le chemin de fer du Ben-
guela.

4° Le 22 juillet 1927, concernant
un échange de territoire, sortiront
leur plein et entier effet.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*tan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Eersten Mi-
nister, Minister van Koloniën en van
Onzen Minister van Buitenlandsche
Zaken :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Koloniën en Onze Minister van Bui-
tenlandsche Zaken, zijn gelast in On-
zen Naam aan de Wetgevende Kamers
het wetsontwerp voor te leggen waar-
van de inhoud volgt :

ARTIKEL 1.

De Overeenkomsten tusschen België
en Portugal, onderteeekend te Sao-
Paulo de Loanda :

1° Den 19ⁿ Juli 1927, betreffende
de sanitaire kwesties.

2° Den 20ⁿ Juli 1927, betreffende
verschillende kwesties van economisch
belang.

3° Den 21ⁿ Juli 1927, betreffende
het verkeer van Katanga langs de ha-
ven van Lobito bay en den spoorweg
van den Benguela.

4° Den 22ⁿ Juli 1927, betreffende
eene ruiling van grondgebied, zullen
hun geheel en volkomen uitwissel
hebben.

ART. 2.

Le droit de préférence sur les possessions congolaises, reconnu à la France par la Convention belgo-française du 23 décembre 1908, est étendu au territoire acquis par la Belgique en vertu de la Convention de Saint-Paul de Loanda du 22 juillet 1927.

Donné à Bruxelles, le 19 novembre 1927.

ART. 2.

Het voorkeursrecht op de Congo-leesche bezittingen, dat door de Belgische-Fransche Overeenkomst van 23 December 1908 aan Frankrijk erkend werd, wordt uitgebreid tot het grondgebied verworven door België krachtens de Overeenkomst van Sao-Paulo de Loanda van 22 Juli 1927.

Gegeven te Brussel den 19ⁿ November 1927.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Colonies,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Koloniën,*

HENRI JASPAR.

*Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,
E. VANDERVELDE.*

